



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'environnement,  
de la coordination et de l'appui territorial**

**ARRÊTE n° SAIPP/BE/25-38**

**portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour la réalisation d'un atlas de la biodiversité intercommunale sur le territoire de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le code pénal, notamment les articles 322-1, 322-2, 433-11 et R. 635-1 ;
- le code de justice administrative ;
- le code de l'environnement, notamment son article L. 411-1 A ;
- la loi du 29 décembre 1892 modifiée, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;
- la loi du 6 juillet 1943, modifiée par la loi n°57-391 du 28 mars 1957, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;
- la demande du président de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire du 13 novembre 2025, en vue d'obtenir l'autorisation de pénétrer sur des propriétés privées situées sur les communes de Channay-sur-Lathan, Coteaux-sur-Loire et Rillé afin de réaliser un Atlas de la Biodiversité Intercommunale (ABI).

**Considérant ce qui suit :**

La communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire (CCTOVAL) porte un programme d'actions en faveur de la biodiversité labellisée «Territoire engagé pour la nature » sur la période 2023-2025, dont une relative à la réalisation un atlas de la biodiversité intercommunal.

La mise en œuvre de cette opération impose la possibilité de procéder à des inventaires naturalistes sur certaines parcelles privées et publiques sur les communes de Channay-sur-Lathan, Coteaux-sur-Loire et Rillé.

La Société d'études de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) et la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) et l'association naturaliste d'étude et de protection des écosystèmes (ANEPE CAUDALIS), associations agréées au titre de la protection de l'environnement, ont été missionnées par la CCTOVAL pour réaliser cet inventaire.

Afin de faciliter les études sur le terrain en vue de la réalisation de l'opération susvisée, il est nécessaire d'autoriser les agents en charge de l'opération de pénétrer sur des propriétés privées sur le territoires desdites communes.

**Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1er : autorisation de pénétrer et périmètre concerné**

Les agents de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire, ainsi que ceux des entreprises et associations mandatées par elle ( LPO Centre-Val-de-Loire , SEPANT et ANEPE Caudalis) , chargés de l'exécution des travaux d'études, sont autorisés, dans les conditions énoncées au présent arrêté, à pénétrer dans les propriétés privées situées dans le périmètre de trois communes membres de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire afin de réaliser les études nécessaires au projet de réalisation d'un atlas de la biodiversité intercommunale (ABI).

Les communes concernées sont les suivantes : Channay-sur-Lathan, Coteaux-sur-Loire et Rillé.

Ces interventions porteront sur des inventaires du patrimoine naturel dans l'aire d'étude pressentie pour sa réalisation.

À cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés non closes et dans les bois soumis au régime forestier et franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations et effectuer les jaugeages et autres opérations que les études du projet rendront indispensables

### **Article 2 : durée de l'autorisation**

La présente autorisation est valable pour une durée de deux ans maximum à compter de cette même date.

### **Article 3 : présentation de l'arrêté sur réquisition**

Chaque personne visée à l'article premier, sera munie d'une copie du présent arrêté qu'elle devra présenter à toute réquisition.

### **Article 4 : notification au propriétaire**

L'introduction des bénéficiaires de cet arrêté dans les propriétés closes autres que maison d'habitation ne pourra, cependant, avoir lieu qu'après l'accomplissement de formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, soit cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire..

À défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en mairie ; ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents ou particuliers peuvent entrer avec l'assistance du juge du tribunal judiciaire.

### **Article 4 : indemnisation des propriétaires**

Les indemnités qui pourraient être dues aux propriétaires et exploitants pour réparer les dommages causés aux immeubles par le personnel chargé des travaux précités seront à la charge de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire. À défaut d'entente amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

### **Article 5 : concours des maires**

Les maires des communes concernées sont invités à prêter leurs concours et appuis de leurs autorités aux agents de la communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire, ou de leur mandataire.

## **Article 6 : publication et affichage**

Cet arrêté sera notifié aux maires des communes mentionnées à l'article 1er. Les maires concernés procéderont immédiatement à l'affichage dudit arrêté aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs et en d'autres endroits apparents et fréquentés du public au moins dix jours avant le commencement des opérations édictées à l'article 1<sup>er</sup>, et pendant toute leur durée.

Ils adresseront au préfet du département d'Indre-et-Loire (SAIPP/BE) un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'État dans le département.

## **Article 7 : délai et voies de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire (SAIPP – BE), 37 925 Tours Cedex 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 92 055 Paris-La-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 8 : exécution**

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, le président de la communauté de communes Touraine Ouest val de Loire, le commandant du groupement de gendarmerie nationale d'Indre-et-Loire et les maires des communes de Channay-sur-Lathan, Coteaux-sur-Loire et Rillé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État d'Indre-et-Loire.

Fait à Tours, le 20 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale,



Florence GOUACHE



## ANNEXE :

Communes volontaires pour la mise en place d'un atlas de la biodiversité intercommunale

